Point d'?

Décembre 2011 N° 52

EIRENE Suisse

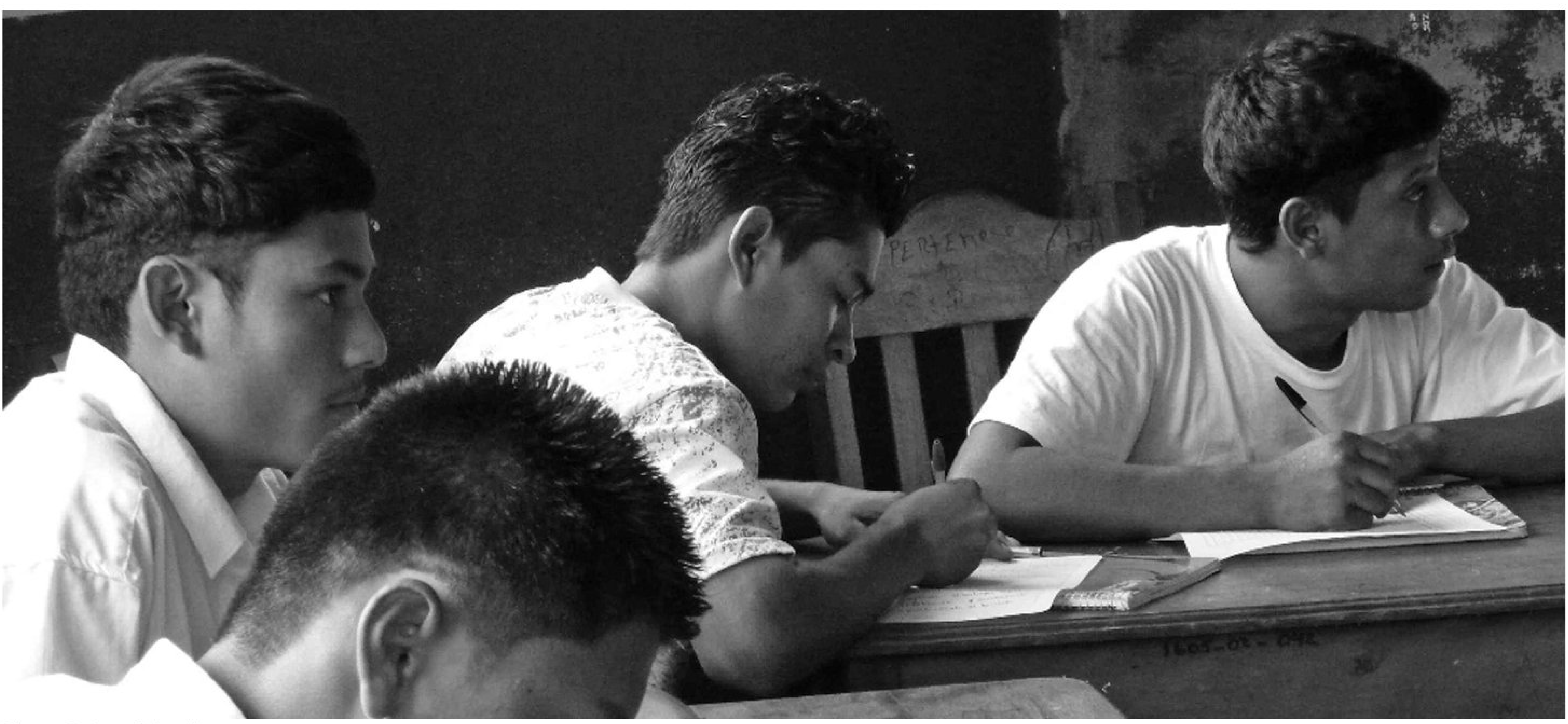


Photo: R. Jeanrichard

Editorial

La présence d'Eirene en Amérique centrale ne date pas d'hier... Elle remonte à la fin des années septante/début des années quatre-vingt, lorsque le Groupe Volontaires Outre-Mer a décidé de s'engager solidairement aux côtés de mouvements sociaux populaires qui revendiquaient une vie meilleure pour leurs peuples. Par l'envoi de volontaires ou l'engagement de professionnels déjà sur place, GVOM a soutenu la révolution sandiniste au Nicaragua puis le FMLN au Salvador. Le mouvement sandiniste portait alors les espoirs de libération de tout le continent américain. Pour ces volontaires de l'époque «c'était la preuve que dans un moment historique donné, une réelle solidarité pouvait exister, pas simplement au niveau individuel, mais aussi à un niveau macro, une société entière où les gens étaient solidaires».

Pendant les quelques trente années qui ont suivi, la solidarité avec le Nicaragua et le Salvador n'a jamais cessé. Elle s'est adaptée. En effet, après avoir appuyé les actions de développement du gouvernement révolutionnaire sandiniste ou du FMLN, les volontaires se sont engagés auprès des organisations non-gouvernementales apparues pour pallier au manque d'initiatives des gouvernements centraux. Ils ont également collaboré avec des municipalités progressistes. Fin des années quatre-vingt, le Costa Rica devenait un nouveau pays d'engagement, notamment pour des actions liées à la protection de l'environnement et à la promotion de l'agriculture biologique.

C'est ainsi que plus de soixante volontaires de notre organisation, avec les profils les plus variés, se sont succédés dans cette région du monde au cours des trente dernières années. On pourrait légitimement se demander si cela a encore un sens, aujourd'hui, de continuer à y envoyer des volontaires: le niveau de vie moyen et les conditions de vie de la population se sont améliorées notamment grâce aux gouvernements actuellement en place... Mais le problème de la répartition des richesses est loin d'être réglé...

Par ailleurs, les pays d'Amérique centrale viennent d'être touchés par des pluies torrentielles. Même si le coût en vies humaines est moins élévé que lors des précédentes inondations, les dégâts matériels - effondrement de ponts, routes coupées par des glissements de terrain, habitations rendues inhabitables - sont énormes. A cela vient s'ajouter le fait que les pluies ont anéanti les récoltes qui s'annonçaient excellentes... Il va falloir, une fois de plus, importer au prix fort... L'autonomie semble de nouveau être un mirage... La présence solidaire de ces volontaires, comme collaborateurs, comme témoins et comme amis, prend tout son sens en de pareils moments.

B. Faidutti Lueber

Sommaire

Editorial

Nicaragua

Une école en plein milieu de la forêt tropicale

La Côte atlantique du Nicaragua, une identité distincte

La violation des droits des femmes au Nicaragua

Salvador

La sensibilisation, une part intégrante du travail du volontaire

Brèves

Visites

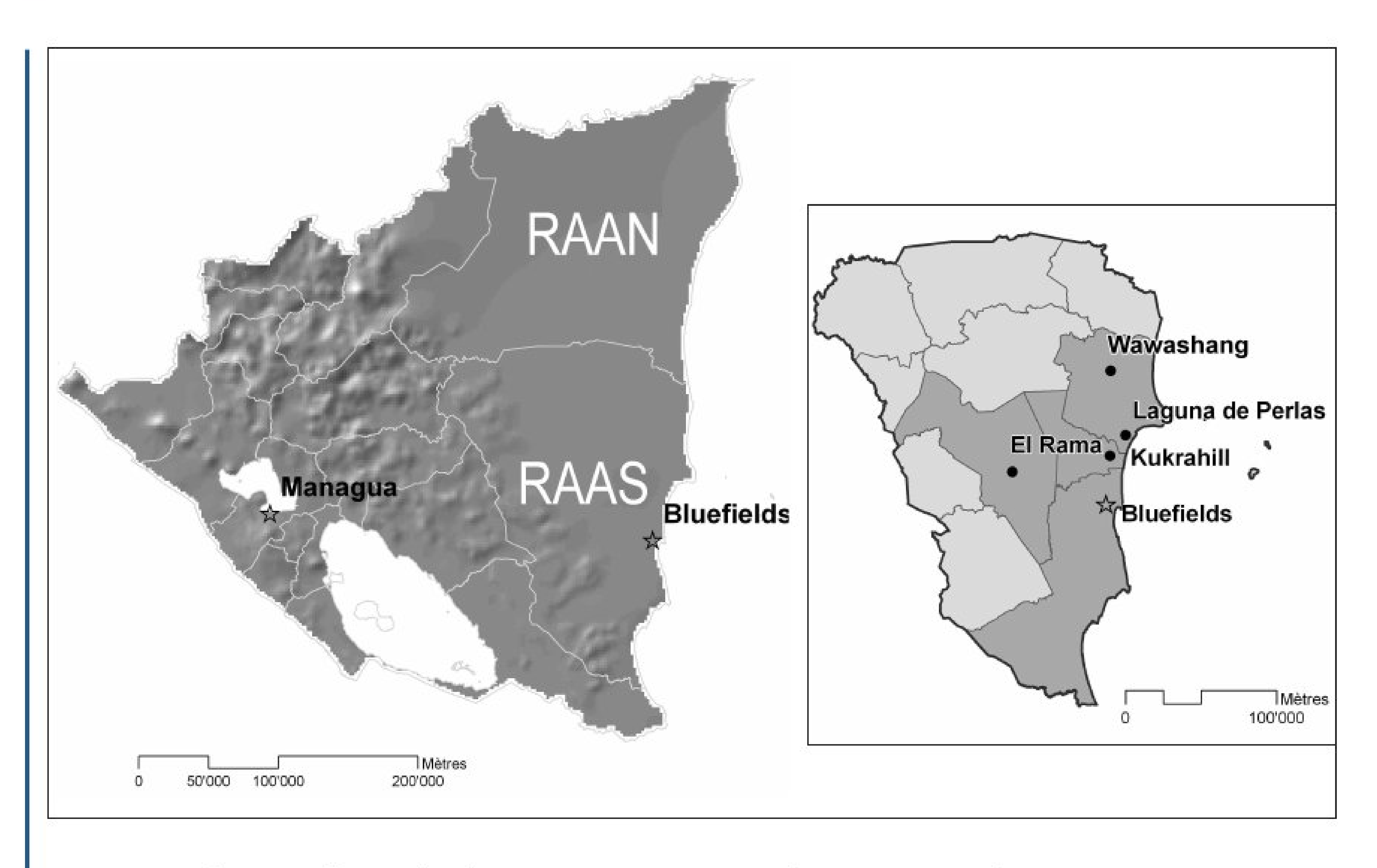
Laurien Ntezimana et Jean-Pierre Kabirigi / Michael

Nicaragua

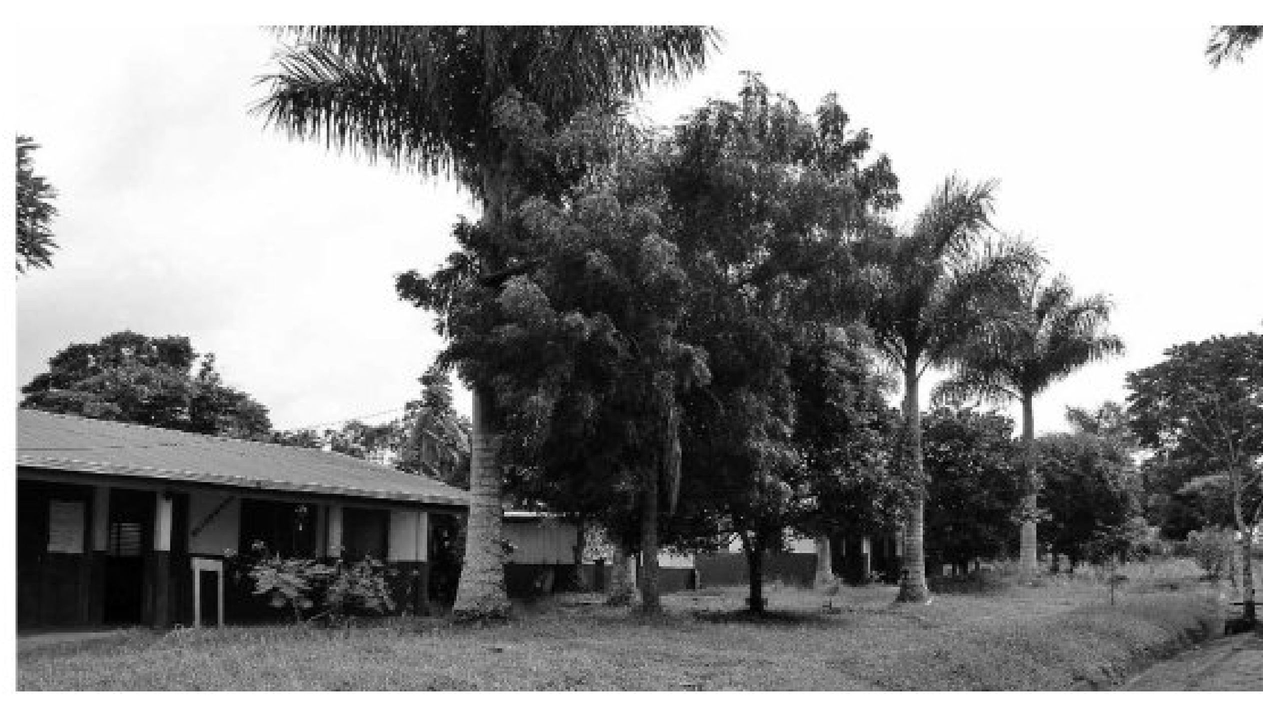
Une école en plein milieu de la forêt tropicale

Raphaël Jeanrichard, ingénieur en environnement, souhaitait effectuer son service civil dans le cadre de projets de coopération. Depuis la fin du printemps il appuie FADCANIC, un partenaire de longue date d'Eirene sur la Côte atlantique du Nicaragua. FADCANIC a créé à proximité du village de Pueblo Nuevo un centre de développement agroforestier durable. C'est là que Raphaël est basé. Ce centre, construit en 2000, se situe au bord du Rio Wawashang, où des terres de bonne qualité pour les cultures et en suffisance ont été trouvées en plein milieu de la forêt tropicale humide. Cette institution se dédie à l'investigation, à la conservation et à la production de cultures indigènes.

Afin d'appuyer ce centre et le développement de l'agroforesterie au sein des communautés locales, FADCANIC a construit en 2004, avec le soutien de la coopération norvégienne (NORUEGA), un centre d'éducation en environnement et en agroforesterie (CEAA = Centro de Education Ambiental y Agroforestal) qui vise une utilisation durable et cohérente des ressources naturelles. C'est une école privée qui a la reconnaissance du gouvernement par l'intermédiaire du Ministère de l'Education (MINED) pour enseigner trois années de secondaire. Ce lien permet au Directeur Winston Cash de délivrer à la fin de chaque année (fin novembre) des titres approuvés par l'Institut National Technologique (INATEC) reconnaissant la qualité de l'enseignement dispensé à Wawashang. Il existe deux cursus: celui de technicien rural en agroforesterie et en environnement de base et celui de menuisier-charpentier. Au terme de leur apprentissage, les élèves sortent avec un certificat d'aptitudes professionnelles. Cer-tains continuent dans une école technique (obtention de l'équivalent suisse d'une maturité), d'autres sont engagés par FADCANIC. La plupart, pourtant, retournent auprès de leurs communautés pour apporter leur connaissance à l'exploitation familiale.









Photos: R. Jeanrichard

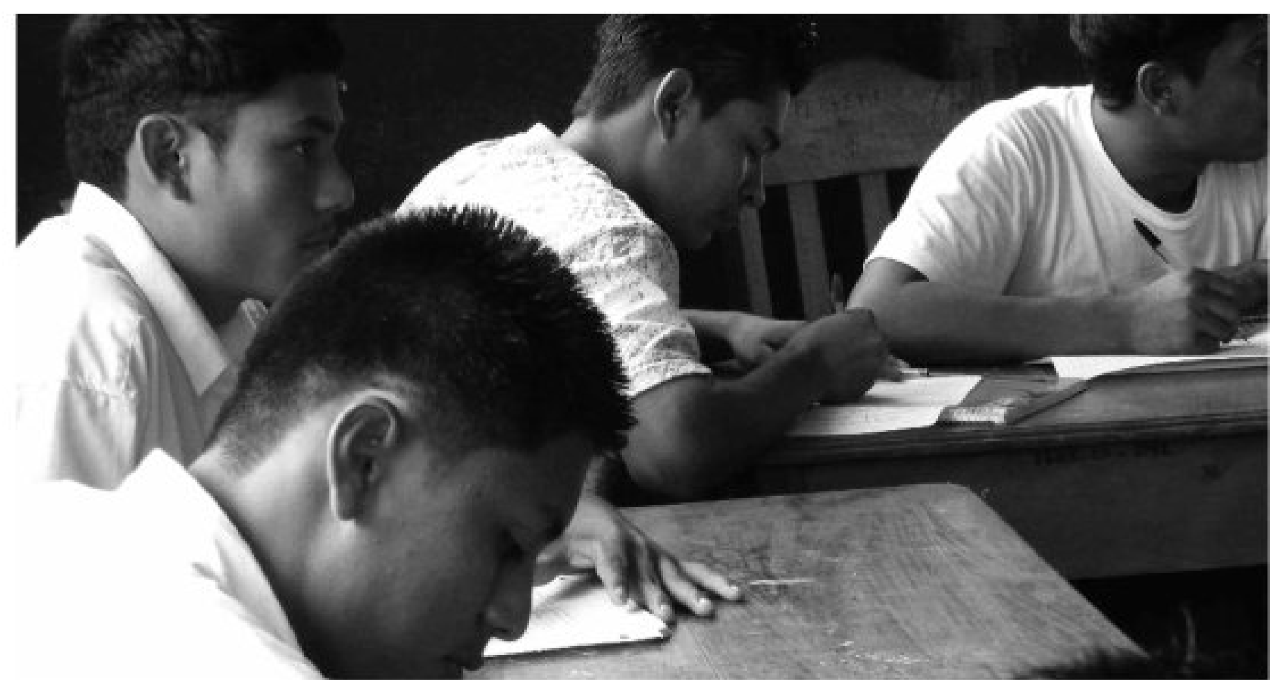
Ce campus fonctionne en quasi autonomie et dispose de salles de classe, de dortoirs, d'une bibliothèque, d'un atelier, d'une menuiserie, d'un laboratoire, d'une cantine-cuisine, d'une pépinière et de suffisamment de surfaces de terre (plus de 75ha) pour réaliser des expérimentations sur les différentes manières d'associer arbres, cultures et animaux dans les systèmes agroforestiers.

Les produits cultivés à Wawashang sont autoconsommés et servent de base à l'alimentation des élèves, professeurs et autres techniciens et employés. Quelques 5'000 CHF.- sont nécessaires chaque mois pour acheter des compléments alimentaires (viande, légumes, produits de base,...) pour nourrir les 150 personnes mangeant quotidiennement au centre.

Actuellement une centaine de filles et garçons (jusqu'à 25% de filles selon les volées) étudient au CEAA. C'est une école multiethnique où les jeunes représentent les peuples indigènes de la Côte caraïbe du Nicaragua: les Miskitos, les Mayagnas, les Ramas ainsi que les communautés ethniques Créoles, Garifunas et Mestizos. Ils proviennent de plusieurs municipalités de la RAAS (Bluefields, La Cruz de Rio Grande, Desembocadura, El Tortugero, Corn Island, Laguna de Perlas, Kukra Hill, Muelle de Bueyes, Rama) et même de la RAAN (Bonanza, situé à 3 jours du centre). Les jeunes habitent dans une trentaine de différentes communautés, dont notamment Wuapi, Karamala, Tasbapaunie, La Fonseca, Chalmeca, El Paraiso, Chihuahua, Pueblo Nuevo,...

Avant d'entrer au CEAA, il faut passer, avec succès, le cours d'ini-







Photos: R. Jeanrichard

tiation de 4 semaines (en décembre ou en janvier, selon les années) où sont introduits le rythme de vie de Wawashang et les pratiques agroforestières. Un examen sélectionne les soixante meilleurs élèves qui pourront entrer en première année.

Le projet FADCANIC-NORUEGA prend en charge tous les frais de scolarité et de vie sur place; du transport depuis la communauté à l'achat de l'uniforme, des trois repas journaliers à la brosse à dent sans oublier, bien évidemment, les fournitures de matériel scolaire. Aujourd'hui, les infrastructures du CEAA peuvent accueillir jusqu'à 150 élèves; deux nouveaux dortoirs sont en construction.

Une dizaine de professeur-e-s (ingénieur-e-s et technicien-ne-s spécialisé-e-s) donnent quelques 1200 heures de cours à chacune des 3 volées, sans compter les heures de pratique aux champs. «On y enseigne des matières basiques (mathématiques, espagnol, anglais, histoire, géographie, civisme, éducation physique), des matières techniques (physique, chimie, sciences naturelles, technologie) et des matières spécifiques à la formation (ressources naturelles, administration d'une exploitation, gestion des sols et de l'eau, cultures et systèmes agroforestiers, sécurité alimentaire, biodiversité, gestion communautaire, énergie et environnement,...)», nous raconte Leonidas Martinez professeur de matières spécifiques. En plus des devoirs et des projets, des tâches quotidiennes sont à accomplir par l'ensemble des élèves. Cela permet de garantir l'entretien et le fonctionnement du centre (collecter le bois pour la cuisine, nettoyer la cantine, maintenir la pépinière, trier et recycler les déchets, aménager le campus - décoration, servir à la cuisine). Ces activités sont importantes pour développer les valeurs de responsabilité, de participation et de solidarité qui sont les piliers d'une bonne éducation.

Les défis majeurs du directeur dans la gestion des jeunes sont la motivation et l'indiscipline de certains élèves qui se voient avertir et renvoyer de l'école si leur comportement ne s'améliore pas. «Chaque année, nous comptons avec 20 à 30% de départs, principalement chez les premières années», annonce avec un peu de regret Prof. Winston Cash. «Les élèves sont libres après les heures de cours, mais ils doivent suivre certaines règles et respecter les autres. Ils peuvent aller au village seulement en nous demandant l'autorisation.» Il semble que cette procédure ne soit pas toujours respectée.

Une autre difficulté importante réside dans la gestion financière. En effet, les fonds sont limités et les investissements savamment réfléchis. Toute requête doit entrer dans une planification bien budgétisée pour qu'elle soit recevable. Pour ne pas arranger les choses, la liaison internet qui permet un contact avec l'extérieur et une coordination avec le bureau de Bluefields ne fonctionne plus depuis 4 mois. Les techniciens tardent à venir rétablir la situation, ce qui ne facilite pas la communication et la gestion du centre.

Raphaël Jeanrichard

Départs

Clément part en décembre conseiller les collaborateurs de PAIS, une organisation du Cap Haïtien qui lutte pour le développement de communautés rurales isolées de la région. La consolidation de PAIS se fera par le biais de diverses formations, un accompagnement en gestion de projet, le développement de relations avec les bailleurs, la mise en réseau, etc.

Francine, enseignante et membre du groupe Haïti, rejoint le Groupe Haïtien d'Education Nouvelle (GHEN), un réseau récemment constitué qui veut améliorer le système éducatif en Haïti à travers la formation initiale et continue des enseignants de l'école primaire.

Alain et Sylvie, intervenants en thérapie sociale formés par C. Rojzman, ont donné, en octobre, un séminaire d'introduction à la Thérapie Sociale à Désarmes, à la demande de GASA (Groupe d'Accord Solidarité Action).

Alphonse, psychothérapeute, est engagé pour trois ans au sein de l'AMI. Depuis septembre, il assure la prise en charge psycho-sociale des traumatismes.

Nicolas se rend à Désarmes pour quatre mois, en janvier, afin d'effectuer un diagnostique des actions menées par ODD (Organisation de Développement de Désarmes), un partenaire de longue date d'Eirene.

Nicaragua

La Côte atlantique du Nicaragua une identité distincte

La Suisse est un pays multiculturel; le Nicaragua aussi, même si peu de gens le savent. Pascal Blunier, ingénieur en environnement actuellement engagé dans des projets d'agroforesterie sur la Côte atlantique de ce pays, nous explique la particularité de cette région.

Existe-t-il deux Nicaragua? Voilà une question impertinente quand fleurissent les drapeaux et symboles nationaux à la veille des élections nationales. Pourtant, depuis l'autre Nicaragua qu'est la Côte atlantique, le sentiment d'être à part est récurent, l'identité régionale étant même souvent placée au dessus de l'identité partisane: récemment, un leader des jeunesses sandinistes de Bluefields me contait qu'à choisir entre un Costeño libéral et un sandiniste du Pacifique lors d'une élection nationale, il n'hésiterait pas à voter pour le Costeño.



La Côte atlantique présente des particularités culturelles et ethniques: elle compte une part importante de populations indigènes et afrodescendantes; politiques: elle jouit d'un régime d'autonomie depuis 1987 et l'adoption de la loi 28; historique: elle n'a été rattachée au Nicaragua qu'à la fin du 19e siècle et n'a jamais été colonisée, malgré une forte présence anglaise à l'époque de la «conquista». Enfin, c'est aujourd'hui la région la plus défavorisée du pays: les infrastructures sont sous-développées, l'économie anémique et les riches ressources naturelles profitent peu à la population. Le sentiment qui prédomine chez les Costeños, vis-à-vis du pouvoir central et des élites du Pacifique, est la méfiance.

Un peu d'histoire

La problématique de la démarcation territoriale illustre bien les spécificités et les difficultés contemporaines de la Côte atlantique du Nicaragua. Le conflit territorial date de la «réincorporation[1]» de la Mosquita - royaume amérindien qui s'étendait le long de la Côte atlantique du Nicaragua et Honduras - au reste du Nicaragua. Un traité signé entre le gouvernement du Nicaragua et les Anglais stipulait l'obtention de titres de propriété collective des communautés créoles et indigènes sur les terres communales, le reste du territoire étant propriété publique. Dans les faits, peu de terres ont été légalisées à ce moment, ce qui a ouvert la porte à diverses spoliations: appropriation par les cadres politiques et l'oligarchie, permis douteux d'exploitation de ressources et colonisation par des paysans du Pacifique. Depuis lors, le thème de la propriété foncière est central dans les revendications autonomistes costeño. La loi d'autonomie 28 a précisé le droit des peuples indigènes et ethniques à jouir de la propriété communautaire de leurs terres et ce droit a été réglementé par la loi 445 sur le régime de propriété communautaire des peuples indigènes et des communautés ethniques. Ce cadre légal prévoit l'examen systématique des revendications territoriales des populations de la côte et définit les modes de concertation entre les autorités communautaires, régionales et nationales. Toutefois, son application a pris un grand retard pour de nombreuses raisons, différentes selon les territoires concernés.





Photos: P. Blunier

Terre et titres de propriété

Autour de Bluefields, on trouve deux situations très différentes: au sud, les populations du territoire Rama disposent de titre de propriété au sens de la loi 445, alors qu'au nord, dans les territoires créoles de Laguna de Perlas, le processus semble s'éterniser. Cette différence de situation serait[2] le reflet notam-

1 Le terme de réincorporation est le terme officiel, il serait peut-être plus juste de parler d'annexion, la Côte atlantique n'ayant auparavant jamais fait partie d'une entité politique nicaraguayenne.

2 Ici, le conditionnel est important. Mes explications recoupent les informations glanées auprès de différents acteurs, principalement costeños. La réalité est certainement encore plus complexe.

ment des conflits d'intérêts entre les communautés de la Côte atlantique et les autorités nationales et régionales. Au sud, il existe un grand projet de développement de la région: la construction d'un port en eau profonde relié par voie ferroviaire au Pacifique dans l'actuelle communauté de Monkey Point. Cette infrastructure présente un intérêt stratégique pour le pays qui ne dispose pas de voie maritime Atlantique. Il est probable que la démarcation territoriale ait été perçue comme un intérêt prépondérant pour pouvoir, aussi vite que possible, négocier avec les interlocuteurs indigènes. La construction d'un tel projet ayant une exposition médiatique forte et internationale, il semblait difficile de ne pas tendre la main vers les communautés indigènes.

Au nord, du côté de Laguna de Perlas, au contraire le flou actuel semble bénéficier plus à certains intérêts de l'élite nationale que la réglementation. Un de ces intérêts est l'exploitation des essences rares. Avec la bénédiction de l'institut national forestier, INAFOR, plusieurs concessions forestières ont été attribuées à des entreprises internationales. Selon plusieurs acteurs de la région, leurs conditions d'attribution sont fort contestables. La loi 445 prévoit les mécanismes de concertation des autorités indigènes et la répartition des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles. En l'état, ces concessions auraient été attribuées sans l'autorisation des autorités locales légitimes et sans qu'il y ait un juste retour des bénéfices aux communautés.

Un second frein important à la mise en œuvre du processus de démarcation territoriale est la présence des colons du Pacifique. De manière caricaturale, alors que les communautés indigènes ont été traditionnellement localisées sur la côte et sur les rives des



Photo: R. Jeanrichard

grands fleuves vivant principalement de la pêche, des paysans du Pacifique ont peu à peu colonisé les terres des régions atlantiques, réalisant la culture sur brulis et l'élevage (et portant un préjudice fort sur l'environnement). De nombreuses communautés meztistos (de l'ethnie majoritaire des habitants du Pacifique) se trouvent désormais dans les territoires indigènes et ethniques de la côte. Ce phénomène est d'autant plus fort que ces territoires ont été offerts après guerre par le gouvernement central à d'anciens combattants. L'arbitrage entre les intérêts des populations indigènes et les colons est forcément un sujet complexe qui ralentit le processus de démarcation. C'est d'autant plus complexe que le gouvernement sandiniste a fait de l'attribution de titres de propriété dans tout le pays un argument de campagne. Récemment, il a tenté de court-circuiter le processus de démarcation en cours, pour légiférer unilatéralement sur la question, vraisemblablement aux dépens des populations créoles de Laguna de Perlas.

Pascal Blunier

Nicaragua

La violation des droits des femmes au Nicaragua

Isabelle Frézier vit depuis quelques mois sur la côte atlantique du Nicaragua. Là, comme dans le reste du monde, les femmes sont quotidiennement touchées par la violence. Mais les femmes s'organisent aussi. Aperçu.

J'écoute le bulletin d'information radiophonique de midi à Bluefields... Une personne parle de la création d'un lieu d'accueil pour les femmes qui désirent porter plainte pour violence domestique. Un lieu où la prise en charge et les procédures sont gratuites. L'oratrice exhorte ses paires à s'organiser et à s'y rendre, notamment les femmes habitant en zones rurales pour lesquelles il est souvent difficilement concevable de laisser au village leurs enfants ou leurs parents à charge.

Cette interview fait suite à l'annonce du meurtre d'une jeune fille de 17 ans; son ancien petit ami l'aurait tuée à coup de machette, suite à leur séparation. On parle également d'une fillette de 11 ans, violée par son parrain, qui va bientôt accoucher. «Les femmes ne sont pas la propriété des hommes», la violence n'est pas acceptable, une séparation ne justifie pas les coups, sont les messages du journaliste en fin d'émission.

Qui sont les victimes?

La violence domestique est très répandue au Nicaragua où peu de couples sont mariés et les mères célibataires sont légions. Le viol fait l'objet de peu de condamnations, quand bien même son taux est très élevé. Une amie me confessait que la moitié de ses amies ont été violées. Des femmes, mais aussi des filles prépubères, sont fréquemment victimes de violence sexuelle. Ces actes peuvent trouver une justification au sein de la communauté. Un homme qui viole une fillette de 9 ans: «c'est parce qu'il n'a pas de femme; le pauvre gars[1]». Le machisme est dévastateur, s'exprimant à coups de machette le plus souvent.

De plus, l'abolition du droit à l'avortement thérapeutique depuis 2007, avec l'arrivée au pouvoir du Président Ortega, a assené un coup supplémentaire aux droits de la femme de ce pays. Voilà la réalité nicaraguayenne.

De la Suisse au Nicaragua

En Suisse, la violence domestique est également présente, mais cette réalité est moins spectaculaire. Une enquête révèle[2] qu'une femme sur cinq subit au moins une fois dans sa vie des violences physiques ou sexuelles de la part de son partenaire. On estime que chaque année, en Suisse, quelques 10'000 femmes font appel à la police pour des problèmes de violence domestique.

Une des causes principales de violence au niveau du couple réside dans l'asymétrie de la répartition du pouvoir (comportement de domination et de contrôle, répartition des tâches, etc.)[3]. Cause qui, selon moi, est valable tant au Nicaragua qu'en Suisse.

Au Nicaragua, il existe un Commissariat de la Femme et de l'Enfance (responsable du suivi des cas de violence ou de fugue) mais il ne dispose que de peu de moyens pour faire de la prévention. Selon Amnesty International (Rapport 2011), l'accompagnement des victimes de viol et de violence par les structures de l'Etat est insuffisant. Afin d'illustrer les démarches existantes de soutien aux femmes, j'ai choisi de présenter un centre privé, qui fait un travail de prévention de la violence domestique en plus d'un accompagnement spécifique pour les victimes de violence.



Photo: I. Frézier

L'association Ixchen

A Bluefields, Ixchen est un centre[4] privé qui offre une prise en charge intégrale et gratuite aux femmes victimes de violences. L'organisation fait partie de l'Association Nicaraguayenne pour la nouvelle Famille (ANFAM).

Une gynécologue donne des consultations et un laboratoire permet de faire diverses analyses de sang ou de détecter le virus du SIDA. Lorsqu'une visite médicale révèle des problèmes de santé liés à des violences, un accompagnement est alors mis sur pied. Des observations montrent malheureusement, que les femmes viendraient consulter losqu'elles sont déjà gravement atteintes dans leur santé. Il y a également une consultation juridique et psychologique. Tous ces services sont accessibles à des tarifs préférentiels pour toutes les femmes.

À côté de cette prise en charge au centre, des activités de prévention sont réalisées dans les différents quartiers de Bluefields, au travers du projet soutenu par l'ONG espagnole Anesvad «Rompre avec la violation des droits des femmes». Voici quelques exemples d'actions:

- Formation de leaders de quartier, afin de détecter et orienter les femmes qui pourraient profiter des services du centre Ixchen.
- Présentation de films de sensibilisation sur les relations hommes-femmes suivie d'un moment de discussion et d'une distribution de préservatifs.
- Ateliers d'information pour les enseignant-e-s.
- Prévention du SIDA avec l'organisation d'un tournoi de foot: sept équipes se sont affrontées sur cette problématique, d'abord par le biais de questions (liga del saber) et ensuite lors d'un match de foot.

Si les frais de base (structure et une partie des salaires des employés) sont payés par Anfam, les activités de prévention elles, sont tributaires de l'argent que rapportent les projets. Malheureusement, ces derniers sont limités dans le temps avec, pour conséquence, des périodes sans financement. Ceci entraine un roulement incessant au niveau du personnel, généralement engagé sous contrat à durée déterminée.

L'actuelle directrice par intérim d'Ixchen est la nouvelle avocate du centre. Elle cherche activement des financements pour engager un-e gynécologue supplémentaire pour une durée indeterminée afin de soutenir le travail du médecin qui, aujourd'hui, ne consulte que l'après-midi entre 15h et 17h.

Des actions comme celles de Ixchen, telle la formation des leaders de quartiers pour informer les femmes, me semblent pertinentes. Mais comment travailler dans la durée sur l'organisation du couple, la non-violence, l'éducation ou l'émancipation des femmes? La prise en compte de la problématique du machisme au Nicaragua est centrale. Le soutien des ONGs aux initiatives des associations locales est alors essentiel: il permet de compléter les réponses encore insuffisante des structures étatiques, voire de pallier à leur inexistence.

Isabelle Frézier

1 Notes personnelles prises lors d'un cours pour enseignants empiriques des zones rurales.

2 L'enquête menée par Killias, Simonin & De Puy en 2003 met en évidence qu'une femme interrogée sur dix(10,5 %) subit des violences physiques ou sexuelles dans une relation de couple au cours de sa vie d'adulte. Une femme sur trois (33 %) est victime de violences physiques ou sexuelles commises par un proche ou un inconnu au minimum une fois au cours de sa vie d'adulte.

3 Feuille d'information : Causes de la violence dans les relations de couple et facteurs de risque du BFEG.

4 Le centre de Bluefields est co-financé par la jeune ONG espagnole Anesvad jusqu'en octobre 2012. Il existe de tels centres un peu partout au Nicaragua depuis plusieurs années, mais seulement depuis 5 ans à Bluefields. Comme beaucoup d'autres organisations ou initiatives étatiques, celles-ci n'arrivent que plus tard sur la côte caraïbe.

La sensibilisation, une part intégrante du travail du volontaire

Depuis le Salvador où elle travaille comme physiothérapeute au sein de Los Angelitos, une association d'appui aux enfants handicapés, Carole effectue un remarquable travail d'information.

Que fais-tu, en Suisse ou au Salvador, pour la promotion et le soutien de ton projet?

En Suisse, à la demande des organisations qui me financent (Eirene Suisse et la CSSR), j'ai par exemple donné une conférence cette année; je témoigne au cours des weekends annuels de GVOM/Eirene lors de mes passages. J'ai réuni mon groupe de soutien 2 fois depuis mon départ: une première fois après une année où j'ai parlé de mon travail en projetant des photos, la deuxième fois à la fin de mon premier contrat où j'ai réalisé une vidéo avec l'aide de Paco, le coordinateur du projet, et d'un ami en Suisse qui m'a fait le montage bénévolement. J'ai présenté la vidéo à plusieurs reprises, notamment sur mon ancien lieu de travail. Sur l'initiative d'un ami pédiatre lié à Medicus Mundi, j'ai présenté le projet à Bâle, en 2009, dans le cadre de leur Forum sur le thème des maladies chroniques dans les pays en voie de développement. Lors de mes séjours en Suisse je rencontre personnellement mes amis à qui je parle de mon travail. J'ai été interviewée plusieurs fois par des médias suisses dont la radio régionale de Bienne, Canal 3. Cette année, sur la proposition de Eirene, j'ai rencontré personnellement le représentant d'un bailleur.

Depuis le Salvador, je rédige péniblement un courrier collectif par an, envoyé par courrier électronique à mes amis connectés et par courrier postal aux personnes qui ne le sont pas. Avec l'aide d'un ami en Suisse, je bricole une carte de vœux de fin d'année personnalisée qui me sert aussi de carte de remerciements; celle-ci est envoyée largement à tous mes amis et proches, membres du groupe de soutien actifs et non actifs. (...)

Comment perçois-tu ton travail de sensibilisation et de promotion? Est-ce quelque chose d'important à tes yeux?

Je suis pleinement consciente de l'importance du travail de sensibilisation et de promotion. Oui, c'est quelque chose de nécessaire, mais pour moi c'est une chose à laquelle je ne m'habitue pas et qui me prend encore beaucoup de temps et d'énergie. Je pense particulièrement à la rédaction et aux présentations en publique: j'ai des idées mais j'ai de la peine à les analyser et les mettre en forme. J'ai donc besoin d'aide et de temps. Lorsqu'il s'agit d'intervenir seule et en direct, je stresse: ce n'est pas mon truc! L'organisation des 2 rencontres avec mon groupe de soutien a représenté, à chaque fois, un grand travail pour lequel j'ai pris sur le temps de mes courts séjours en Suisse.

J'aime parler à mon entourage, mes amis, ma famille lorsque je sens un intérêt pour notre travail. Ceci est également valable pour toute personne intéressée, même s'il ne s'agit pas de proches ou de personnes connues. J'aime recevoir mes amis ici, au Salvador, et leur faire découvrir en «live» ce que je leur raconte avec des mots, pour qu'ils ressentent, voient par eux-mêmes cette réalité et deviennent, avec moi, des témoins de ce qui existe hors de notre cocon helvétique.



Photo: R. Fournier

Qui sont les personnes de ton groupe de soutien?

Des amis, des anciens collègues de travail, des amis de mes amis, les familles de mes amis, les membres de ma famille, des amis de ma famille, des voisins de quartier, des anciens patients devenus des amis…

Au début de ton engagement, tu n'étais pas à l'aise avec l'idée de groupe de soutien, s'agissait-il de timidité, de manque de motivation?

Je ne crois pas que ce soit une question de timidité ou de motivation... Je crois que j'ai tout simplement de la peine avec l'un des objectifs des groupes de soutien, à savoir celui d'outil de «récolte de fonds», bien que je sois consciente de son importance. Si je pense à ça, je me bloque: je déteste vendre et encore plus me vendre ou vendre un produit pour lequel je suis impliquée. Alors je me concentre sur l'objectif «transmettre des informations, faire connaître, sensibiliser»… et ça va mieux!

Tu es sur le terrain depuis 8 ans et ton groupe de soutien perdure, sans s'essouffler. C'est même l'un des groupes de soutien de volontaires des plus actifs. Comment l'expliques-tu?

Je n'ai pas une explication pour cela, j'ai des suppositions: à mon départ, j'avais plusieurs années de vie professionnelle en Suisse derrière moi, donc un cercle d'amis bien établis, issus de différentes périodes de ma vie (amis d'enfance, de l'époque scolaire, formation et professionnelle) et aussi de différents milieux. Au long des années de vie, les amis qui restent sont ceux qui partagent les mêmes intérêts, les mêmes idées, les mêmes valeurs, les mêmes utopies aussi. Ce sont ceux qui nous ressemblent le plus. Pourquoi ces gens s'impliquent-ils? Je ne sais pas; il faudrait le leur demander. C'est peut-être mon intérêt et mon enthou-

Suite

siasme pour ce que nous faisons ici qui leur donnent envie de partager nos efforts. Ils restent sensibles à l'expérience que je vis et continuent à s'intéresser à ce qui ce passe dans ce petit pays dont on ne parle jamais.

J'ai toujours aimé entretenir mes amitiés et je ne fais que continuer depuis le Salvador, même si c'est moins facile étant donné la distance et le fait que je ne suis pas connectée à internet pendant la semaine. Je ne le fais pas pour mon groupe de soutien, je le fais simplement pour moi: mes amis me donnent la force qu'il me manque parfois et surtout me donnent des sacrés coups de main quand j'en ai besoin, chacun avec ses moyens (des conseils pratiques de physio ou éducation spécialisée, de graphisme, d'informatique, de droit, de finance, etc… Et aussi une grande aide morale dans les coups durs), comme des vrais amis qu'ils sont pour moi. Et si j'écris péniblement les courriers collectifs, j'aime par contre répondre à mes amis et le fais de manière spontanée et individualisée chaque fois qu'ils m'écrivent. Sans eux et tout ce qu'ils m'apportent, sans l'appui de ma mère qui nous donne un sacré coup de main aussi, il y a beaucoup de choses ici que nous n'aurions pas pu faire.

Propos recueillis par C. Reichenbach

Brèves

Eirene Suisse s'associe à la Galerie 16, pour présenter **«Bleu Loa»**, une exposition de peintures de Pierre-Bernard Despland. L'artiste est le père de Basile Despland, volontaire actuellement en mission auprès de l'Ecole Professionnelle de Désarmes, en Haïti. Vernissage le vendredi 2 décembre dès 17h30. L'exposition se déroulera du 3 au 31 décembre. Venez nombreux et parlez-en autour de vous: les bénéfices de la vente soutiendront le projet de Basile.
Galerie 16, rue du Mileu 16, Yverdon, horaires: **me-je-ve 10h -12h30 et 14h - 18h30, sa 10h - 12h et 14h - 17h**

Le livre «dépasser la haine construire la paix» est enfin arrivé. Il est le fruit d'un travail collectif acharné de collaborateurs et membres de la COTMEC et d'Eirene, de l'écrivaine Sandra Korol et du photographe Serge Boulaz, tous proches de Justin Kahamile, l'initiateur du projet. La première soirée de vernissage a eu lieu à Genève, le 10 novembre dernier. Celle-ci se devait d'être à la hauteur du projet et ce fut le cas. Une centaine de personnes se sont déplacées pour écouter les témoignages, parfois drôles, parfois bouleversants de Jean-Pierre Lindiro Kabirigi, Laurien Ntezimana et Angelo Barampama. Le livre a également été présenté dans trois librairie à Sion, Lausanne et Fribourg. L'accueil fut très réjouissant et nous souhaitons longue vie à cet ouvrage d'espoir!

Vous pouvez commander le livre ainsi que des tirages de photos de Serge Boulaz (30 x 40 cm à CHF 70.- et 35 x 50 cm à CHF 100.-) qui illustrent le livre à info@eirenesuisse.ch

Visites

Laurien Ntezimana et Jean-Pierre Kabirigi effectuent un échange Sud-Nord durant le mois de novembre, à l'occasion de la publication en Suisse du livre de témoignages de paix de la région des Grands lacs "Dépasser la haine, construire la paix". Laurien Ntezimanan est fondateur de l'Association Modeste et Innocent (AMI) engagé pour la paix et la réconciliation au Rwanda. Jean-Pierre Lindiro Kabirigi, coordinateur de Pole Institute, un institut interculturel de RDC pour la paix dans les Grands Lacs et coordinateur local Eirene Suisse. Leur venue en Suisse permet la promotion du livre, des échanges d'expériences avec des partenaires en Suisse et du travail de plaidoyer.

Michael, peintre créole originaire de la Côte atlantique du Nicaragua et animateur socio-culturel séjourne un mois en Suisse romande. A son programme, des rencontres avec des acteurs des milieux socio-culturels et artistiques romands pour partager son expérience autour de l'élaboration de fresques avec les jeunes et découvir comment, en Suisse, l'art est un vecteur de l'expression collective.



Eirene Suisse
Bd Pont d'Arve 16
1205 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement
Abonnement: 4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-
Rédaction: B. Faidutti Lueber
Ont participé **Textes**: R. Jeanrichard, P. Blunier, I. Frézier, C. Buccella, C. Reichenbach, B. Faidutti Lueber, O. Lüthi, J. Strobel
Photos: R. Jeanrichard, P. Blunier, I. Frézier, R. Fournier, ASEPROLA
Traductions: I. Gerber, S. Lueber **Relecture**: B. Faidutti Lueber, B. Meystre
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch


Suisse

Point d' ?

Dezember 2011 N° 52

Costa Rica

Kampagne auf gutem Weg

Die Regionale Kampagne gegen die Flexibilisierung der Arbeit (Campaña Regional contra la Flexibilidad Laboral, in Spanisch) hat 2009 eine neue thematische Ausrichtung vorgenommen. Seither versucht sie mittels Interventionsstrategien in den einzelnen Ländern der zunehmenden Flexibilisierung von Arbeitsverträgen zu begegnen. Diese Neuausrichtung gründet auf der Feststellung, dass sehr viele Arbeitnehmende in der Region oftmals nur noch befristet eingestellt werden, lediglich einen schlecht bezahlten Ausbildungsvertrag kriegen oder ihre Arbeit in prekären Verhältnissen von zu Hause aus verrichten müssen. Diese "neuartigen" Arbeitsformen haben sehr viele negative Konsequenzen für die entsprechenden Beschäfigten. Neben der ungenügenden Vertragsstabilität und Lohneinbussen ist dabei insbesondere der fehlende Anspruch auf Sozialversicherungs- und Lohnzusatzleistungen hervorzuheben. Im Zusammenhang mit den Lohnzusatzleistungen ist wichtig zu wissen, dass die Beschätigten in Zentralamerika erst ab einer bestimmten Zahl gearbeiteter Tage pro Jahr Anspruch auf einen 13. Monatslohn haben. So haben temporäre Arbeitsverhältnisse oftmals die Konsequenz, dass dieser Mindestwert nicht erreicht und das entsprechende Salär nicht ausbezahlt wird. Dann ist es in einzelnen Branchen (Bauwirtschaft, Industrie, teilweise auch im Diensleistungssektor) zunehmend üblich, keinen Arbeitsvertrag mit dem Hauptunternehmen zu erhalten, sondern mit einem künstlich dazwischengeschalteten "Vermittlungsunternehmen" (intermediario oder subcontratista, in Spanisch). Dies hat die Konsequenz, dass die Arbeitnehmenden keinen Anspruch auf die Leistungen des Gesamtarbeitsvertrags haben.



Photo: ASEPROLA

Ende September 2011 haben wir von der Kampagne ein regionales Treffen in Guatemala veranstaltet, um eine Bilanz der verschiedenen Interventionsstrategien zu ziehen. Solche regionale Austauschtreffen sind wichtig, beschreiten wir doch mit unserer Strategie in allen Ländern Neuland und der "intercambio" (Diskussion) zwischen den verschiedenen Personen hilft, Schwächen zu entdecken und Anpassungen vorzunehmen. In einzelnen Ländern hat die Kampagne grosse Fortschritte erzielt. So hat die Kampagne Guatemala einen sogenannten "acuerdo gubernativo" (ein Art präsidiales Dekret) ausgearbeitet, welches die irreguläre Anwendung von neuartigen Arbeitsverhältnisse unter schärfere Strafe stellt. Beschäftigt also beispielsweise ein Hauptunternehmen seine Arbeiter über ein Vermittlungsunternehmen, um diese künstlich aus dem Geltungsbereich des Gesamtarbeitsvertrags auszuklammern, soll dies künftig mit einer Busse bestraft werden. Oder falls ein Unternehmen die Sozialversicherungsquoten nicht an das entsprechende staatliche Institut abliefert, kann dies den Entzug der Betriebsbewilligung zur Folge haben. Das entsprechende präsidiale Dekret wurde mit der Hilfe eines Anwalts und dank dem Zusammengehen der Kampagne mit anderen arbeitsrechtlichen Organisationen ermöglicht und soll noch in der laufenden Legislatur vom Präsidenten Guatemalas verabschiedet werden.

Eine zweite ermutigende Entwicklung zeigt sich in Nicaragua. Dort hat die zuständige Kampagne in Zusammenarbeit mit anderen Gewerkschaften und sozialen Organisationen bereits im Jahre 2009 einen Gesetzesvorschlag zur Regulierung von Outsourcing-Aktivitäten erarbeitet. Insbesondere im vergangenen Jahr hat die Kampagne hierzu eine intensive Sensibilisierungs- und Lobbykampagne geführt. Soziale Führungsfiguren aus dem ganzen Land wurden mit dem Gesetzesvorschlag vertraut gemacht, gleichzeitig wurden Hunderte von Basismitgliedern geschult und Treffen mit Parlamentariern organisiert, um diese für die Vorlage zu gewinnen. Wir von der regionalen Kampagne hatten ausserdem im vergangenen März die Möglichkeit, uns mit der zuständigen Parlamentskommission zu treffen und diese von der Notwendigkeit des Vorschlags zu überzeugen. Seither warten wir auf einen positiven Beschluss der entsprechenden Kommission, un die Vorlage ins Plenum zu überweisen. Als Hinterungsgrund für die rasche Überweisung ans Parlament erweist sich der aktuelle Wahlkampf. Zahlreiche Vorlagen sind im Moment in Nicaragua blockiert und es ist offensichtlich, dass sich die Regierung nicht die Finger verbrennen will mit einer Initiative, welche insbesondere auf den Widerstand der Privatunternehmen stösst.

In anderen Ländern hat die Kampagne weniger Fortschritte erzielt. Dies hat zum Teil mit internen Koordinationsproblemen zu tun, zum Teil auch mit einer politischen Dynamik, welche nicht förderlich war für unsere Vorschläge. So war es in einzelnen Fällen notwendig, mehr in die "Wiederbelebung" der Kampagne zu investieren oder die Vorschläge inhaltlich neu auszurichten.

Nichtsdestotrotz waren dies wichtige Prozesse und haben ermöglicht, die Kampagne zu stärken und interessant zu machen für andere soziale Gruppierungen und staatliche Institutionen. So konnten wir in Guatemala eine positive Bilanz dieses sogenannten "incidencia"-Prozesses ziehen. Und auch wenn noch viel Arbeit bleibt, sind zumindest in einzelnen Ländern wichtige Fortschritte erkennbar.

Oliver Lüthi, ASEPROLA

Reisen und diverses

Clément reist im Dezember ab um die Mitarbeiter von PAIS zu beraten. PAIS ist eine Organisation von Cap Haïtien welche die Entwicklung der isolierten bäuerlichen Gemeinden unterstützt.
Die Festigung von PAIS wird mittels verschiedener Ausbildungen, einer Begleitung in der Ausführung von Projekten, die Entwicklung der Beziehungen mit den Teilhabern, oder die Einbindung ins Netzwerk erreicht.

Francine, Lehrerin und Mitglied von „Groupe Haïti" schliesst sich der „Groupe haïtien d'Education Nouvelle" (GEHN) an, ein vor kurzem gegründetes Netzwerk welches das Bildungssystem in Haiti durch die Bildung von neuen Lehrer und die Weiterbildung von Lehrkräften der Primarschulen verbessern will.

Alain et Sylvie, Referenten in sozialer Therapie, geschult von C. Rojzman, haben im Oktober, haben auf Anfrage von GASA (Groupe d'Accord Solidarité Action), in Désarmes ein Einführungsseminar über die soziale Therapie gehalten.

Alphonse, Psychotherapeut, ist für die Dauer von drei Jahren bei der Organisation AMI angestellt. Seit September gewährleistet er die psychosoziale Unterstützung bei Trauma.

Nicolas geht im Januar für die Dauer von vier Monaten nach Désarmes um eine Analyse über die ausgeführten Aktionen von ODD (organisation du développement de Désarmes) zu Erstellen. Nicolas ist seit langer Zeit ein Partner von Eirene.

Besuche

Laurien Ntezimana und Jean-Pierre Kabirigi

Anlässlich der Schweizer Veröffentlichung des Buches „Dépasser la haine, construire la paix", eine Sammlung von Friedenszeugenaussagen von der Region der Grossen Seen, werden Laurien Ntezimana und Jean-Pierre Kabirigi in November einen Nord-Süd Austausch machen. Laurien Ntezimana ist Gründer von „l'Association Modeste et Innocent" (AMI), eine Organisation die sich für den Frieden und die Versöhnung in Rwanda einsetzt. Jean-Pierre Kabirigi ist Koordinator von „Pole Institute", ein Interkulturelles Institut von RDC für den Frieden in der Region der Grossen Seen und lokaler Koordinator von Eirene Schweiz.
Ihre Präsenz in der Schweiz unterstützt die Promotion des Buches, fördert Erfahrungsaustäusche mit Partner in der Schweiz und die Arbeit des Plädoyers.

Michael, kreolischer Maler, ursprünglich von der Atlantikküste in Nicaragua, und soziokultureller Animator wird einen Monat in der Westschweiz verbringen. Auf seinem Programm stehen Treffen mit verschiedenen soziokulturellen Akteuren und Künstlern aus der Westschweiz an um seine Erfahrung über die Ausarbeitung von Fresken mit Jugendlichen zu teilen und um zu Entdecken wie die Kunst in der Schweiz ein Vektor des kollektiven Ausdrucks ist.

In Kürze

Eirene Schweiz spannt mit der „Galerie 16" zusammen um **„Bleu Loa"**, eine Bilderausstellung von Pierre-Bernard Despland, zu präsentieren. Der Künstler ist der Vater von Basile Despland, Freiwilliger, welcher aktuell im Einsatz in der „Ecole Professionnelle de Désarmes" in Haiti ist.
Die Vernissage findet am Freitag den 2. Dezember um 17h30 statt.
Die Ausstellung dauert vom 3. bis zum 31. Dezember.
Kommen Sie zahlreich und machen Sie Werbung für diese Ausstellung, die Erträge der Verkäufe werden das Projekt von Basile unterstützen.
Galerie 16, Rue du Milieu 16, Yverdon, Öffnungszeiten:
Mi-Do-Fr 10h-12h30 und 14h-18h30, Sa 10h-12h und 14h-17h)

Das Buch „Dépasser la haine construire la paix" ist endlich angekommen. Es entstand aus der engen Zusammenarbeit von Mitarbeitern und Mitgliedern von COTMEC und von Eirene, der Schriftstellerin Sandra Korol und dem Photographen Serge Boulaz, alles Personen aus dem Umfeld von Justin Kahamile, dem Initiator des Projektes.
Die Buchvernissage fand am 10. November in Genf statt. Dieser Abend sollte auf der Höhe des Projekts sein und es war der Fall. Etwa hundert Personen sind gekommen um den teils lustigen aber auch sehr erschütternden Zeugnisse der Zeugen Laurien Ntezimana, Jean-Pierre Lindiro Kabirigi und Angelo Barampama zuzuhören.
Dieses Buch wurde auch in drei Buchhandlungen in Sion, Lausanne und Freiburg vorgestellt. Der Empfang war sehr erfolgsversprechend und wir wünschen diesem Buch voller Hoffnung ein langes Leben!

Ihr könnt das Buch sowohl auch Abzüge der Photos von Serge Boulaz (30x40 cm für CHF 70.- und 35x50 cm für CHF 100.-) bestellen bei info@eirenesuisse.ch